

PÉRILS DU CLIMAT

Épée de Damoclès climatique

► Sur la base d'un entretien avec Manuel Leiva

Au Pérou, l'indicateur le plus grave du changement climatique est le recul des glaciers. D'après le ministère de l'Environnement, créé en 2008, 75 % des glaciers tropicaux du monde se trouvent dans les Andes péruviennes. Or, 22 % de cette superficie ont disparu au cours des 30 dernières années. Dans une vingtaine d'années, cette évolution commencera à porter préjudice à l'approvisionnement en eau pour la consommation humaine.

Manuel Leiva

Directeur des Affaires environnementales agraires au ministère de l'Environnement du Pérou. Ancien directeur régional des Ressources naturelles et de la gestion de l'environnement pour la région de Tumbes, dans le nord du Pérou.

Le recul des glaciers donne une fausse sensation d'abondance d'eau, mais, dans le futur, ce sera un problème très sérieux. Les décisions politiques pour prévenir ce problème ne sont pas faciles à prendre, car l'on ne dispose que de données et de modèles généraux, qui n'aident pas à planifier les mesures adéquates.

Comment comprendre le changement climatique pour le pays et pour son agriculture ? Ce n'est pas seulement la sécurité alimentaire qui est en jeu, mais surtout le mode de vie des populations rurales, qui représentent au moins un tiers des 30 millions de Péruviens. Selon Manuel Leiva, « ces dernières années, il est évident que le climat a changé. Les cultures agricoles sont régulièrement endommagées. Nous pensons que le changement provoque des glissements de terrain et des crues. » Pour rappel, en janvier 2010, de fortes pluies ont provoqué, dans la région de Cuzco, des débordements de rivières et d'importants glissements de terrain qui ont tout balayé sur leur passage. Plus de 7 000 maisons se sont effondrées, neuf ponts ont été détruits et les routes sont restées longtemps impraticables. Il y a eu plus de 35 000 sinistrés. En tout, près de 55 500 personnes ont souffert des pluies diluviennes. Plus de 16 000 hectares de cultures ont été gravement affectés.

Le ministère de l'Environnement indique qu'entre les années 1995 et 2005, les catastrophes naturelles ont augmenté de 500 %, avec une prédominance d'inon-

dations, de pluies intenses et de gelées. À partir des projections faites par le Bureau de l'Environnement du secrétaire d'État à la Construction et à l'Assainissement, vers l'année 2025, le Pérou pourrait ne plus avoir de glaciers si la hausse des températures est de 0,1° C par an.

Effets sur l'agriculture

Les étangs qui se sont formés à cause de la fonte des glaciers vont finir par sécher, laissant la superficie terrestre sans aucune couche protectrice face à la radiation solaire. Ce processus de formation d'étangs permet de saisir l'importance de l'indice d'humidité pour l'agriculture : « Celui-ci crée des conditions microclimatiques très ponctuelles dans des sites spécifiques qui créent des épidémies et des maladies parmi les élevages », explique Leiva.

Une fausse sensation d'abondance d'eau.

Le Service national de météorologie et d'hydrologie a publié un rapport qui indique que les sols des zones du sud du pays présentent une déficience extrême d'humidité à cause du manque de pluies. Ceci pourrait nuire au développement de la pomme de terre, de la fève et du quinoa. Les départements de Puno, Moquegua, Arequipa et Ayacucho seraient les plus touchés.

En 2009, le ministère de l'Agriculture a renforcé ses programmes d'adaptation au changement climatique. Le Programme pour le développement productif agricole rural exécute des projets de conservation des sols, de gestion des eaux, ainsi que de reforestation. Il a été qualifié « d'expérience positive » par les autorités. Manuel Leiva affirme que le ministère de l'Agriculture veut générer davantage de recherches, plus approfondies, afin que le Pérou puisse s'adapt-

[Suite à la page suivante](#) ►

> ter aux futures variations climatiques. « Nous sommes en train de travailler pour formuler un plan sectoriel de la gestion des risques et d'adaptation des effets du changement climatique dans le secteur agricole 2012-2021 », déclare-t-il.

Conservation des forêts

Le ministère de l'Environnement a orienté ses politiques vers la conservation des forêts, car 47 % des gaz à effet de serre trouvent leur origine dans le changement de l'usage du sol et dans la déforestation de l'Amazonie. Il a donc mis en avant un projet spécial dénommé « Conservons Ensemble ». Il consiste dans l'octroi d'une obligation de 10 000 soles (3 730 dollars) par hectare et par an lorsqu'une communauté conserve les forêts.

Le programme vise les zones comprises dans la partie la plus pauvre de l'Amazonie et il est considéré comme une compensation de la part de l'État. Il ne bénéficiera cependant qu'aux communautés qui s'inscrivent volontairement.

« Quelle est notre situation face au changement climatique ? », s'interroge Manuel Leiva. « Aujourd'hui nous avons des choix à faire. Si nous ne commençons pas, entre cette année et l'année prochaine, à mettre en marche des politiques concrètes, nos coûts deviendront plus importants », avertit Leiva. Il est prévu qu'en 2014, il y aura un plus grand nombre de phénomènes naturels. « Les dégâts qu'ils causeront augmenteront les conflits sociaux et compliqueront la prise de décisions », conclut-il.



© Associated press/ Reporters.

À Cerro de Pasco, un important centre minier du Pérou, la majorité des habitants n'ont pas l'eau courante.

Inclusion sociale et environnement

Le ministère de l'Environnement a lui aussi déclaré son inquiétude à ce sujet : 90 % de la population péruvienne vit dans des régions arides ou semi-arides, de telle façon que le manque d'eau aura un impact national si les projections les plus critiques se réalisent; 40 % des réserves d'eau qui se trouvent dans les glaciers péruviens risquent de s'écouler dans les flux hydriques d'ici dix ans. Il n'y a donc pas d'autre choix que l'adaptation.

L'agriculture d'exportation péruvienne semble être en meilleure santé que l'économie mondiale. Cependant ces succès ne reflètent pas la réalité du système agricole national : 65 % des zones cultivées ne font pas encore partie du marché et c'est là justement que se concentre le défi du changement climatique. Le Pérou est dans un moment critique où l'inclusion sociale doit s'harmoniser avec l'environnement du pays. ■

Propos recueillis par Karina Montoya, journaliste péruvienne